



FIFA-Qatar-Norvège GNRD : Epilogue

Norway is not anymore what it used to be (La Norvège n'est plus ce qu'elle était)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 18 septembre 2016

madaniya.info 11 septembre 2016

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

OSLO, LIEU CHARGÉ D'UN LOURD SYMBOLISME

Acquéreur du paquebot de prestige «France» rebaptisé «Norway», la Norvège est un lieu chargé d'un lourd symbolisme particulièrement, Oslo, dont le siège du gouvernement a certes fait l'objet d'un attentat meurtrier, vendredi 22 juillet 2011, mais qui est passé à la postérité pour avoir servi de cadre aux négociations qui ont débouché sur les premiers accords directs israélo-palestiniens, les accords d'Oslo, le 13 novembre 1993.

De surcroît, Oslo est le lieu d'attribution du plus prestigieux Prix Nobel, le «Prix Nobel de la Paix».

Fâcheux hasard, effet d'emballlement ou préméditation ? Le carnage, qui a fait 76 morts, est intervenu au lendemain de l'engagement du gouvernement norvégien en faveur de la «reconnaissance de l'État palestinien» à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU qui devait se tenir en septembre, alors que les jeunes du parti travailliste norvégien en congrès dans l'île voisine de la capitale prônaient une action plus radicale allant jusqu'au boycottage économique d'Israël.

Au point qu'un journaliste israélien réputé, Gilad Atzmon, n'hésita pas à poser ouvertement la question du lien entre cette boucherie et la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) dont les jeunes socialistes réclamaient l'application contre Israël sur le modèle de l'Afrique du sud du temps de l'apartheid.

Yasser Arafat, chef de l'Organisation de Libération de la Palestine, et les signataires israéliens de l'accord, le premier ministre travailliste Ytzhak Rabin, assassiné depuis par un ultra sioniste, ainsi que Shimon Pères, à l'époque ministre des affaires étrangères, avaient obtenu conjointement, à cette occasion, le prix Nobel de la Paix, le seul des cinq prix Nobel attribué par la Norvège en vertu des dispositions testamentaires du chimiste Alfred Nobel.



Le carnage d'Oslo, un symptôme des dérives de la pensée intellectuelle occidentale

Le carnage s'est révélé toutefois symptomatique des dérives de la pensée intellectuelle occidentale car l'alliance entre l'extrême droite européenne et Israël a constitué, sans nul doute, une imposture morale de l'alliance des descendants des victimes du génocide hitlérien avec les héritiers spirituels de leurs anciens bourreaux.

Anders Behring Breivik cite des dizaines de fois Bat Ye'or dans son manifeste pour expliquer son acte. Bat Ye'or, est le nom de plume de Gisèle Littman-Orebi (Le Caire, 1933), une essayiste britannique, juive d'origine égyptienne. Son nom de plume Bat Ye'or signifie «fille du Nil» en hébreu.

Dans son ouvrage (*Eurabia, Islam and Dhimmitude*), elle dénonce un accord, ourdi selon elle entre certaines instances dirigeantes européennes et des pays arabes visant à soumettre l'Europe au Monde arabe afin de former une nouvelle entité qu'elle désigne sous le vocable d'«Eurabia».

Dans son manifeste de 1500 pages, le terroriste norvégien cite plusieurs fois Alain Finkielkraut. Voilà ce qu'a écrit Anders Behring Breivik dans son manifeste «A European Declaration of Independence-2083» (2083, une déclaration d'indépendance européenne) :

«French philosopher Alain Finkielkraut has warned that “the lofty idea of ‘the war on racism’ is gradually turning into a hideously false ideology. And this anti-racism will be for the 21st century what Communism was for the 20th century: A source of violence”. «Le philosophe français Alain Finkielkraut a prévenu que “l'idée généreuse d'une guerre contre le racisme» se transforme petit à petit en une idéologie monstrueusement mensongère. Et cet antiracisme sera au XXIe siècle ce que fut le communisme au XXe : une source de violence”.

Œuvre d'un fondamentaliste chrétien, proche des milieux de l'extrême droite, cette attaque remet en mémoire les liens de l'extrême droite européenne avec Israël dans une alliance contre nature fondée sur une idéologie particulièrement islamophobe. Selon ses propres aveux, Anders Behring Breivik, ancien membre du «Parti du Progrès» (FrP, la droite populiste), est un nationaliste revanchard, mû par une aversion viscérale à l'égard de l'islam.

La presse occidentale a traité par le mutisme, voire dans une indifférence coupable, les dérives tant sémantiques que politiques de cette invraisemblable alliance entre Israël et des antisémites notoires européens, scellée par une «Déclaration de Jérusalem» en Décembre 2010, dont l'effet paradoxal aura été de dégrader un peu plus l'image d'Israël dans le monde tout en dédouanant les populistes européens.

Favorisée par un climat xénophobe relayé au niveau européen par la campagne en faveur de la liberté d'expression à l'occasion de la parution des caricatures de Mahomet, toute une terminologie de stigmatisation a été forgée par les plus en vue des intellectuels médiatiques pro israéliens, pour mettre en accusation toute une frange de la population hostile à l'unilatéralisme de l'axe israélo-américain.

Fascislamisme, Eurabia, Islamo gauchiste : Bat Ye'or, Alain Finkielkraut Alexandre Adler, Yvan Riouffol, Philippe Val, Bernard Henri Levy et Dominique Strauss Khan : Pas un grand journal européen n'a émis la moindre critique contre cette phraséologie islamophobe et arabophobe qui a prospéré dans les débats politiques, particulièrement dans les médias, sous couvert de lutte contre le «terrorisme islamique», pour fustiger en fait les réfractaires à la pensée hégémonique occidentale.

Pas un n'a émis la moindre réserve contre des propos démagogiques, tels le «fascislamisme», l'expression préférée du tandem magique du journal Le Figaro Alexandre Adler et Yvan Riouffol ; ou «Eurabia», l'expression forgée par la théoricienne de l'ultra droite européenne, Bat Ye'or, de même que leur sœur jumelle, l'expression méprisante d'«islamo gauchiste», brandie en vue de criminaliser la mise sur pied d'une alliance des exclus de la société d'abondance fédérant les diverses composantes de la société française, au-delà des clivages religieux ou communautaires.

Pas un n'a cillé face au travail de déconstruction historique entrepris par Alain Finkielkraut et Bernard Henry Lévy, présentant, dans une sorte de révisionnisme anti arabe, «l'islamisme radical comme une variante de ce phénomène mondial que fut, il y a presque un siècle, le fascisme»; ou encore le dénigrement systématique de la «politique arabe de la France» initié par le CRIF avec le soutien actif de Philippe Val, directeur de Radio France, et de Dominique Strauss Khan, dont le socialiste flamboyant en dénonçait la «supercherie» avant son placement en résidence forcée à Manhattan pour comportement «déplacé».

Pas un n'a fait œuvre de pédagogie sur ce problème complexe, notamment contre cette présentation tendancieuse des faits, qui rend les Musulmans en général et les Arabes en particulier responsables de tous les maux de la planète, alors que les dénonciateurs de l'Islam dans ses diverses déclinaisons, à l'instar du romenquêteur Bernard Henri Lévy, saluaient, en d'autres temps, les Moudjahiddines afghans de même que les Arabes afghans comme des «combattants de la liberté», en pleine exaltation de la guerre anti soviétique d'Afghanistan (1980-1989).

Coquetterie d'amour propre national, pas un n'a relevé le fait notamment que le Monde musulman et le Monde arabe auront été les principaux alliés de l'alliance atlantique dans l'implosion du bloc soviétique à l'apogée de la guerre froide soviéto-américaine, de surcroît un des principaux pourvoyeurs de combattants durant les deux Guerres Mondiales (1914-1918/1939-1945) pour la libération notamment de la France du joug nazi, en même temps que le grand perdant de leur alliance privilégiée avec les États-Unis d'Amérique, dont la lourde contribution ne s'est accompagnée de la moindre concession sur leur cause centrale : la cause palestinienne.

Le même mutisme coupable a été observé lors de la jonction politique entre l'extrême droite européenne et la frange la plus xénophobe de l'échiquier politique israélien, au point que les déplacements en Israël des plus radicaux des dirigeants européens devenaient un exercice obligé du parcours électoral, un passage obligé de la réhabilitation politique et morale d'antisémites redoutables.

Les opérations médiatiques à dividendes électoraux

Parmi les opérations médiatiques à dividendes électoraux scellant l'alliance entre l'extrême droit européenne et Israël, il importe de signaler le déplacement d'une impressionnante délégation de près de 35 parlementaires et responsables européens d'extrême droite, effectué le 18 décembre 2010 en Israël, durant les vacances de Noël.

La délégation couvrait toute la gamme des sensibilités droitières européennes, des populistes de l'UDC aux fascistes suédois, dont le lien commun était une égale islamophobie, amplifiée par le passé nazi ou antisémite avéré de certains des participants.

La délégation était composée des personnalités suivantes : Geert Wilders, fondateur du PVV (Partij voor de Vrijheid, Parti pour la Liberté), parti populiste néerlandais, Filip Dewinter et Frank Creyelman (responsable de la commission des affaires étrangères, Parlement belge), Heinz-Christian Strache (successeur de Jorg Haïder), René Stadtkewitz (président du Parti de la Liberté Wilderien, Allemagne), Kent Ekeroth (responsable du Parti des Démocrates Suédois), des Suisses et bien évidemment des Danois, dont l'extrême-droite est ouvertement atlantiste.

Lors de cette tournée, Geert Wilders aura d'ailleurs droit à un entretien personnel avec Avigdor Lieberman, ministre xénophobe israélien des Affaires étrangères alors que, de son côté, la délégation était reçue à la Knesset en loge d'honneur, puis par le maire d'Ashkelon (jumelée avec Aix en Provence), à l'occasion d'une conférence organisée à l'université locale, David Buskila, Maire de Sderot (jumelée avec Antony), membre du parti travailliste, ainsi que par le kahaniste Moshe Feiglin, membre important du Likoud, avant une tournée en «Samarie».

La délégation se réclamait d'une «European Freedom Alliance (EFA)» qui n'est autre que le nom de la branche européenne de l'«American Freedom Alliance», une de ces officines néo conservatrices islamophobes financées par la lobbyiste milliardaire Aubrey Chernick. Cette dernière a signé une «Déclaration de Jérusalem», qui propose une alliance des démocraties contre «une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme».

Focalisés contre l'islam (et non contre l'islamisme), ancrés dans la théorie du «Choc des civilisations», partisans de la démocratie directe contre les élites, ces mouvements soucieux de se débarrasser des oripeaux encombrants de l'antisémitisme ont fait une jonction tactique avec Israël promu au rang de «rempart de l'Occident».

Une variante de l'expression du président français Nicolas Sarkozy et du journaliste de l'express, Christophe Barbier, présentant l'Etat Hébreu, comme un «rempart du Monde libre», lors de la guerre de destruction israélienne de Gaza, en décembre 2007-janvier 2008.

La même Logique erratique nourrit la pensée de Claude Goasguen, le député maire UMP du XVIe arrondissement de Paris, pourfendeur par excellence de la binationalité, alors qu'il est, paradoxalement, le parrain du plus problématique des binationaux, Gilad Shalit, le tankiste

israélien anglophone sans la moindre attache linguistique ou patrimoniale avec la France, dont la famille s'est souvenue néanmoins de sa nationalité française au moment précis de sa capture à Gaza par le Hamas palestinien.

Prompts à dénoncer, à tout propos et hors de propos, «l'alliance brun, rouge, noir», selon leur propre terminologie faussement scientifique, ces faussaires seront d'une mansuétude extrême à l'égard de cette imposture morale représentée par l'alliance de la xénophobie israélienne avec les antisémites européens, autrement dit l'alliance des descendants des victimes du nazisme avec les héritiers spirituels de leurs anciens bourreaux.

L'islamophobie est une idéologie de masse qui imprègne lentement la société française, au-delà européenne, observe Nicolas Lebourg, historien spécialiste de l'extrême droite, pointant la responsabilité tant de l'extrême droite radicale française, que de l'UMP, des intellectuels de la gauche laïque ou les grandes chaînes de télévision.

«L'argumentaire islamophobe est né à la marge, dans l'extrême droite radicale, avant de se diffuser dans la société française, au-delà en Europe. Les guerres dans l'ancienne Yougoslavie ont marqué un tournant, avec les premières diffusions de l'idée que l'Europe est en cours d'islamisation. Y compris dans les hauts rangs de l'état-major français et dans une partie de la gauche laïque circulait l'idée que la Serbie était, au Kosovo, en train de défendre l'Europe contre l'islamisation. Depuis dix ans, on laisse le discours islamophobe devenir légitime. On l'entend aujourd'hui sur les grandes chaînes de télévision. C'est trop facile de ne pointer que les radicaux.

En France, le discours de l'extrême droite radicale n'est que la caricature de celui entendu à l'extrême droite traditionnelle, à l'UMP, ou dans une partie des intellectuels de la gauche laïque. La terminologie utilisée en France évoque sans cesse, à des degrés divers, l'invasion, la colonisation. À partir du moment où on suggère sans arrêt aux gens qu'ils sont envahis, il est logique qu'au bout d'un moment, cela arme certaines personnes. C'est une idéologie de masse qui imprègne lentement la société», explique-t-il dans une interview à Libération parue le 25 juillet 2011.

La première conférence «transatlantique anti-islamisation»

Cette lune de miel sans accroc devait se conclure par un grand cérémonial à Strasbourg l'été 2011 avec la première conférence «transatlantique anti-islamisation». Prévus samedi 2 juillet 2011, la conférence n'a finalement pas eu lieu. Les organisateurs l'ayant annulé par suite du refus de l'Institut catholique de leur accorder une salle.

Le plateau devait réunir les principales têtes de pont de l'islamophobie de part et d'autre de l'Atlantique. Christine Tasin et Pierre Cassen de Riposte Laïque/Résistance Républicaine devaient y prendre la parole, ainsi que Fabrice Robert, le président du Bloc identitaire.

Les organisateurs avaient également convié Roberta Moore, représentante de la «section juive» de l'English Defence League, ainsi que Pamela Geller, une activiste américaine, proche de John Bolton, un faucon de l'administration de George W. Bush dont il fut l'ambassadeur auprès des Nations Unies.

Auteure du livre «La présidence post-américaine : la guerre de l'administration Obama contre l'Amérique», Patricia Geller anime aussi «Stop islamization of America». Le Danois Anders Gravers, qui a fondé dans la foulée de l'affaire des caricatures de Mahomet, le

groupe «Stop à l'islamisation de l'Europe», était l'une des chevilles ouvrières de ce rassemblement.

Tous ces grands démocrates, porteurs de civilisation, donneurs de leçon, devraient pourtant se souvenir, dans l'intérêt de la crédibilité de leur message universel, de cette règle d'hygiène morale, qu'ils devraient ériger en ligne cardinale inaltérable : Nos amis sont nos amis, nos ennemis sont nos ennemis, mais les ennemis de nos ennemis ne sont pas nécessairement nos amis.

Anders Breivik : Populiste, anti-islam, anti-immigrés mais libre-échangiste

Anders Behring Breivik ne s'est aucunement revendiqué comme issu de la mouvance néonazie ou fasciste traditionnelle mais il a été membre du parti populiste norvégien, le Parti du Progrès (FrP) entre 1999 et 2006.

Dans le texte de 1500 pages que Breivik a publié sur Internet avant de passer à l'acte, il développe sa pensée : incompatibilité de l'Islam et de la démocratie, remise en cause des libertés par les migrants musulmans, menace sur la culture européenne, etc.

Cette base de pensée est le fonds de commerce du néerlandais Geert Wilders. Même si ce dernier a déclaré «mépriser tout ce que (Breivik) symbolise et tout ce qu'il a fait», Breivik est probablement le premier résultat extrême de cette nouvelle école politique qui existe en Norvège depuis plus d'une dizaine d'années.

Avec 3,4 % de chômage en 2010, le 2e PIB mondial par habitant et le premier fonds d'investissements du monde, la Norvège apparaît comme un eldorado économique.

Le parti est toujours marqué par l'empreinte de son fondateur, Anders Lange, opposant farouche à l'État providence norvégien, aux impôts et à la réglementation. Le parti s'inscrit directement dans la mouvance libérale de Margaret Thatcher.

Comparer Hitler et l'Islam

Comparer Islam et nazisme ? Carl I. Hagen n'est pas le seul à le faire. Le leader populiste néerlandais Geert Wilders s'est fait connaître dans l'Europe entière grâce à cette métaphore, allant jusqu'à associer le Coran avec Mein Kampf dans une vidéo «pamphlétaire».

En Norvège, cette comparaison est parfois développée par d'anciens résistants à l'Occupation nazie. Comme Erik Gjems-Onstad. Médaillé à de nombreuses reprises pour ses faits de guerre entre 1940 et 1945, il est aussi un ancien membre du Parti du Progrès (dès sa création) et de nombreux autres groupes d'extrême droite.

En 1999, il déclarait, bien avant Geert Wilders : «Je vois un parallèle évident entre l'invasion allemande en 1940 et la forte immigration d'aujourd'hui des musulmans. L'émigration vers la Norvège est à mon avis la plus grande menace pour la société norvégienne jamais rencontrée».

Ainsi, l'arrivée de Musulmans en Europe représenterait une menace pour les valeurs européennes que sont la liberté d'expression, les droits de l'Homme, l'égalité homme-femme, la liberté de changer de religion. Les populistes norvégiens deviennent ainsi aux yeux de l'opinion publique des défenseurs acharnés des libertés fondamentales, du mode

de vie occidental.

Stériliser les migrants

En 1999, le Parti de la Patrie est mentionné dans un rapport du Conseil de l'Europe traitant de la situation de l'extrême droite en Europe et des menaces pesant sur la démocratie. Si à l'époque l'extrême droite scandinave n'avait pas encore percé dans les Parlements nationaux, elle est aujourd'hui présente partout : Danemark, Suède, Finlande, Norvège. Les partis traditionnels norvégiens ont toujours refusé de s'allier avec le Parti du Progrès ou toute autre formation d'extrême droite ou populiste, mais ce n'est pas toujours le cas. Au Danemark en revanche, le gouvernement de centre droit ne tient que grâce à l'appui extérieur du Parti du Peuple Danois.

Pour le Conseil de l'Europe, ce renouveau identitaire s'expliquait par «l'arrivée de l'immigration et de réfugiés dans des sociétés qui sont traditionnellement très homogènes d'un point de vue ethnique et religieux».

Le Prix Nobel de la Paix en question

Au-delà des circonvolutions de la pensée politique norvégienne, le plus grave danger qui guette la Norvège est la crédibilité de son institution la plus prestigieuse : Le Prix Nobel de la Paix, du fait de son attribution en 2011, à Tawakol Karman, auparavant à Henry Kissinger (1973), l'homme du plan Condor, l'année même du coup d'Etat contre Salvadore Allende, le président socialiste démocratiquement élu du Chili, ainsi qu'à l'Union Européenne, en 2012, l'année du lancement des guerres de prédation économique du Monde arabe, par la France et le Royaume Uni, sous couvert de «printemps arabe», contre la Libye et la Syrie.

Première femme arabe à être distinguée du Prix Nobel de la Paix, la yéménite a, paradoxalement, donné sa caution à une guerre ; En tant que femme, elle a rallié le pays le plus régressif en matière des Droits de la femme ; En tant que yéménite, elle a rallié les agresseurs de son propre pays, la coalition des pétromonarchies, les pays les plus riches du Monde arabe, contre le plus pauvre d'entre eux.

Pis, Tawakol Karmane était demandeuse, offerte aux pétrodollars saoudiens. Unique femme membre de la confrérie des Frères Musulmans à avoir décroché un Prix Nobel de la Paix dans l'histoire de l'humanité, Tawakol Karmane a ainsi rallié l'Arabie saoudite dans la guerre du Yémen contre son propre pays, dans une démarche singulière qui révèle sa triple imposture.

Une telle forfaiture mériterait une dégradation. Mais dans le règne du pétrodollar, le dollar est Roi, le pétrole aussi et qu'importe si les grands principes moraux sont bafoués.

Membre du parti Al Islah, la branche yéménite des Frères Musulmans, ce fait a été occulté par le chœur des laudateurs lors de son attribution de cette distinction, sans doute en raison de la lune de miel entre le bloc atlantiste et les néo-islamistes en vue de geler la revendication arabe sur les débris de la portion congrue de la Palestine.

L'activiste yéménite s'était pourtant distinguée par ses critiques incisives contre le royaume saoudien et ses ingérences permanentes dans la vie politique du Yémen, ainsi que pour son rôle dans le soulèvement contre le précédent régime du Général Ali Abdallah Saleh, ancien protégé de la dynastie wahhabite.

Indice d'une grave confusion mentale, Tawakol Karmane s'est ralliée au régime le plus régressif concernant les droits de la femme. Sans la moindre objection sur le statut ultra restrictif de la femme en Arabie saoudite, sans la moindre préoccupation quant à une possible réforme future du statut de la femme saoudienne, ni non plus sur une promesse d'aide à la libéralisation du statut de la femme au Yémen où 57 % des femmes, analphabètes, subissent la loi patriarcale du «mariage forcé».

Tawakol Karmane a donné son accord pour «servir de passerelle entre la jeunesse yéménite et le gouvernement de Ryad». Sans le moindre marchandage. Par sectarisme, la passionaria yéménite a justifié son reniement au nom du «combat contre les Houthistes», précise un câble wikileaks.

La Norvège avait déjà commis des impairs en attribuant le prix Nobel de la Paix à Henry Kissinger (1973), l'homme du plan Condor, l'année même du coup d'état contre Salvadore Allende, Président démocratiquement élu du Chili et assassiné par des hommes à la solde Washington.

Elle a récidivé, en le conférant à l'Union européenne, en 2012, l'année même des expéditions coloniales néo- colonialistes de la France et du Royaume Uni contre la Libye et la Syrie via une alliance contre nature avec les pétromonarchies du golfe, les régimes les plus rétrogrades et les plus répressifs de la planète. Errare humanum Est, Perseverare Set Diabolicum. A n'y prendre garde, la Norvège pourrait se déconsidérer et son Nobel de la Paix avec.

Une diplomatie de l'humiliation et de la punition ?

Excès de zèle d'un agent de la fonction publique norvégienne gagné par l'islamophobie ou le philosionisme en raison des origines palestiniennes du directeur du GNRD ? Opération médiatiques à dividendes électoraux ? Action conjuguée des deux chérubins de la vie diplomatique internationale- Israël et le Qatar- contre leur bête noire commune ? L'avenir seul le dira.

«Dans l'espace mondialisé et profondément inégalitaire d'aujourd'hui, où les grandes puissances tentent de conserver leur place, où de nouveaux acteurs, tel Da'ech, veulent s'affirmer, l'usage de la force et de l'humiliation règne, la diplomatie s'apparente à l'art de la punition», soutient le politique Bertrand Badie in «Le temps des humiliés» Edition Odile Jacob- 2014 - page 256.

La fin du primat occidental sur le reste de la planète, matérialisée par la montée en puissance du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) conduit les pays occidentaux à de douloureuses contorsions avec la morale, à des compromissions avec des partenaires «infréquentables». Telle pourrait être l'explication subliminale au coup de force norvégien contre GNRD.

À n'y prendre garde, sur fond d'un terreau nauséabond d'une pensée propulsée par une xénophobie rance, Andrei Breivik, Tawakol Karman -stigmates indélébiles sur une façade lézardée- pourraient augurer d'une nouvelle tendance en Norvège, faisant perdre à ce pays son statut privilégié de «grande démocratie scandinave» et la Norvège, en ce début du XXIe siècle, pourrait ne plus être ce qu'elle a été... Norway in not anymore what it used to be.

René Naba

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca